

Le FMI n'a pas abandonné le dossier libanais

/ Par P.H.B. avec agences

Le Fonds monétaire international (FMI) s'est dit prêt à « redoubler d'efforts » pour aider le Liban dans une situation économique catastrophique et où un énorme incendie s'est déclaré hier au port de Beyrouth.

« Nous sommes prêts à coopérer avec le nouveau gouvernement », a déclaré hier Gerry Rice, porte-parole du FMI, lors d'un point de presse organisé en visioconférence. « Une fois sa formation terminée, et Kristalina Georgieva (la directrice générale) l'a récemment déclaré, nous sommes prêts à redoubler d'efforts pour aider le Liban et le peuple libanais à surmonter la crise sociale et économique à laquelle ils sont confrontés », a-t-il ajouté.

L'organisation a été sollicitée en mai par le gouvernement sortant de Hassane Diab qui lui a adressé une demande officielle d'assistance financière, alors que le pays s'enfonçait déjà dans une crise économique et financière majeure, marquée notamment par une dépréciation sans précédent de sa monnaie. Mais les négociations ont été paralysées par des désaccords entre les différentes parties prenantes libanaises (classe politique, banques et Banque du Liban – la BDL) concernant l'approche pour évaluer les pertes et les compenser. La dernière réunion, la 17e depuis la mi-mai, s'était tenue le 10 juillet dernier.

Contacts avec la BDL

Malgré ces circonstances, Gerry Rice a assuré que le FMI restait pour l'heure en contact avec les autorités libanaises sur certaines questions techniques. Selon une source proche du dossier, l'organisation aurait notamment eu des contacts ces dernières semaines avec le ministère des Finances – dirigé par le ministre sortant Ghazi Wazni – et la BDL. « Nous avons offert une assistance technique dans des domaines qui peuvent les aider à relever à nouveau certains des défis à la suite de ce terrible événement au port », a ajouté Gerry Rice.

L'incendie d'hier au port de Beyrouth est venu rappeler aux Libanais la funeste journée du 4 août, quand une énorme quantité de nitrate d'ammonium stockée dans un entrepôt du port a explosé. Le drame, la tragédie de trop pour des Libanais déjà à genoux en raison de la crise économique, a fait au moins 192 morts et plus de 6 500 blessés, dévastant des quartiers entiers de la capitale

La source contactée a souligné que la tragédie du 4 août avait « apporté de nouvelles complications à la situation du pays déjà dramatique sur les plans économique et financier ». Pour l'heure, l'organisation n'a pas encore mis à jour ses estimations concernant le montant des pertes accumulées par le pays depuis début juillet. Selon le plan de redressement du gouvernement qui a servi de base aux négociations avec le FMI, les pertes accumulées par le pays (l'État, banques et BDL) s'élèvent à 241 000 milliards de livres libanaises, soit 69 milliards de dollars selon un taux de change à 3 500 livres libanaises pour un dollar (la livre se déprécie continuellement depuis fin août dernier). L'organisation considérait au printemps que cette estimation constituait un minimum, selon plusieurs sources concordantes. Outre les pertes accumulées par les banques, dont les dépôts et le portefeuille de prêts ont fondu depuis le début de la crise qui a démarré il y a un peu plus d'un an, le pays devra également faire face à la facture de la catastrophe du 4 août. Selon la Banque mondiale, l'explosion au port a en effet causé entre 6,7 et 8,1 milliards de dollars de dégâts et pertes économiques, et le Liban a besoin de 605 à 760 millions de dollars à court terme pour se relever.

S'agissant de l'audit de la BDL (voir par ailleurs), Gerry Rice a salué le fait que le processus avait été lancé. « L'audit permettra également d'évaluer l'impact du financement des opérations publiques par la Banque centrale (...). C'est une partie importante de l'évaluation des pertes passées qui font partie du bilan de la BDL », a-t-il conclu.

Cet audit fait partie d'un ensemble de réformes identifiées par le FMI, mais aussi par d'autres soutiens du Liban, à l'image des participants à la conférence de Paris d'avril 2018 (la CEDRE), qui appellent le pays à plus de transparence. Dans le sillage de la tragédie du 4 août, la directrice du FMI avait répété que le pays ne pourrait prétendre à aucune assistance financière de la part de l'organisation sans un engagement ferme sur les réformes. Une position également répétée par le président français Emmanuel Macron lors de son passage à Beyrouth début septembre.